

“Les repas dans les écoles communales doivent être gratuits”

Politique

- Dimanche, le PS sera à Charleroi pour son congrès “élections communales”.
- Elio Di Rupo énonce les grandes orientations du parti pour le scrutin.
- En 2019, il quittera la présidence.

Entretien Stéphane Tassin

Dimanche matin, à Charleroi, le PS tiendra un congrès consacré aux élections communales du 14 octobre prochain. L'occasion pour le président, Elio Di Rupo, de dévoiler, entre autres, les grandes lignes de son message aux candidats.

Qu'est-ce que vous allez dire dimanche lors du congrès ?

Depuis le congrès des idées, nous sommes dans une nouvelle dynamique et on a senti dans l'opinion publique. Les résultats vont dépendre des acteurs locaux. Le congrès vise à mettre à la disposition des candidats une boîte à idées. Elle prendra la forme d'un texte dans lequel on évoque un certain nombre de réalités concrètes. Nous y défendons des idées liées à la cohésion sociale ou à l'écosocialisme. A ce sujet, j'évoquerai l'expérience allemande où il existe des coopératives de production d'électricité à l'échelle des communes. Pourquoi pas chez nous aussi ? Et puis, il y a aussi la question de l'enseignement communal. Nous devons y mettre les moyens financiers. Nous voulons que l'enseignement au niveau local soit totalement gratuit. Et nous allons plus loin avec la volonté d'aller vers la gratuité d'au moins un repas chaud par jour.

Et c'est payable ?

Oui, tout est cher mais on peut avancer sur ce sujet car les moyens financiers sont partagés entre les communes et la Fédération. La ministre Isabelle Simonis a d'ailleurs mis en place un projet pilote. Et il y aura un financement pour 650 000 repas. On ne va pas le faire en une semaine, ce sera progressif. Nous aborderons enfin les questions de sécurité. Je dirai au congrès qu'il y a une grande hypocrisie de la part du gouvernement fédéral.

Pourquoi ?

Ils ne cessent de fanfaronner en disant qu'ils prennent des dispositions. Depuis 2014, ils ont diminué de 7% les budgets des zones de police. J'en subis les effets à Mons. Et au niveau fédéral, en 2019, il manquera 3 000 policiers. C'est le monde à l'envers par rapport à l'idée de la réforme des polices. L'idée était que la police fédérale vienne en appui de la police locale. Aujourd'hui, en raison des restrictions idéologiques, c'est l'inverse qui se produit. Ils veulent réduire les frais de fonctionnement dans la fonction publique. Mais ils ont oublié que ça touche aussi des magistrats, des policiers, etc. Nous souhaitons que la police de quartier se redéploie.

Au niveau des futures majorités vous ne mettez pas d'exclusives ?

Même à l'égard du CDH ?

Non, nous avons tourné la page. Je n'ai jamais jeté d'exclusive dans toute ma carrière politique.

Si, en 2009, à l'égard du MR.

D'accord mais c'était un cas particulier. C'était lors d'un débat avec Didier Reynders. Mais parce qu'au lieu d'être constructif, il avait comme stratégie d'aller au pouvoir sans le PS. Et je le savais, donc j'ai devancé son intention.

C'est votre quatrième scrutin en tant que président. En quoi celui-ci sera-t-il différent des autres ?

Parce que nous avons une nouvelle charte éthique. Dans les communes de plus de 50 000 habitants, on ne pourra plus être bourgmestre et député. C'est pour cela que j'ai choisi de ne pas être tête de liste à Mons. L'USC a désigné Nicolas Martin qui est candidat bourgmestre. Pour ma part, je me ré-

serve, et c'est une obligation morale, le droit de conduire une liste législative en mai 2019. A quel endroit exactement ? Je le déciderai à la fin de l'année.

Cette incompatibilité va créer des problèmes au parlement wallon entre les élections communales et les législatives de mai 2019.

En tout cas, il y aura suffisamment de suppléants socialistes pour assurer cette transition et remplacer les éventuels départs.

Et qui accepteront de siéger à Namur quelques mois en renonçant à un mandat local ?

Ce n'est pas le parti qui impose. Les élus doivent voir où ils se sentent le mieux.

Vous craignez de perdre des bastions importants aux communales ?

Nous avons connu une année 2017 très compliquée et ça a abîmé la notoriété et la confiance à l'égard du PS, parce qu'il y a eu une généralisation de problèmes créés par trois ou quatre personnes. Mais je reste très confiant, d'autant que la machine électorale ne s'est pas encore mise en route.

Le PTB dit qu'il ne cherche pas à aller trop vite au pouvoir, le PS s'est servi maintes et maintes fois de cette annonce...

Le PS n'a pas pour vocation de dire du mal du PTB. C'est le PTB qui n'a de cesse de dire du mal du PS. Pour ma part, je pense que lorsqu'on veut aider les gens et notamment les plus vulnérables, il faut aller au pouvoir.

Verra-t-on des candidats PTB sur des listes PS ?

Objectivement, je n'en sais rien. Sur le plan local, il y a une autonomie totale. Si certains considèrent qu'il faut le faire, le parti ne portera pas de jugement à cet égard.

“En 2019, je quitterai la présidence sans amertume”

Qu'est-ce que vous mettez en place, pour ne pas considérer que le parti vous appartient, après tant d'années à sa tête ?

Il ne m'appartient pas. Un mandat politique, on vous le prête. Tantôt les militants, tantôt les citoyens. On entre dans la responsabilité et il faut être capable d'en sortir le cœur léger. J'ai été très surpris lorsque j'ai quitté ma fonction de Premier ministre que des commentateurs écrivent que j'étais aigri. C'est complètement faux. Pour revenir au parti, j'ai conduit le parti du mieux que j'ai pu, nous avons eu des succès. Le jour où je sortirai après des négociations qui suivront les élections de mai 2019, si les résultats le permettent, il y aura une élection interne. Et je partirai sans amertume.

Vous passerez donc bien la main après le scrutin de 2019 ?

Oui, bien sûr.

Au vu de la crise qui traverse le socialisme à travers l'Europe et les affaires qui ont touché le PS en Belgique francophone, avez-vous fait le deuil de rassembler encore 30 % des suffrages ?

Les scandales font très mal mais il n'y a pas de raison que nous ne retrouvions pas ce niveau-là. Peut-être pas dès la prochaine élection, mais c'est possible. Il est clair que, contrairement au passé, nous devons avoir un positionnement de gauche beaucoup plus net. Regardez ce qu'il se passe au Portugal. Une chose est claire, les divisions internes au PS, c'est mortel. C'est ce qui s'est passé en France et dans pas mal de partis européens.

L'essentiel de votre présidence, c'était de préserver l'unité ?

J'ai passé des centaines d'heures à préserver l'unité. Je n'ai quasiment fait que ça. Dans ma carrière, je n'ai jamais été clanique. Lorsque j'étais Premier ministre, je n'avais, dans mon cabinet, qu'un seul Montois. J'ai toujours pris les gens pour leurs compétences.

“Je suis pour la progressivité de l'impôt et que les plus riches paient plus. Nous travaillons entre autres sur la globalisation des revenus.”

Pour la campagne de mai 2019, on sent que la question identitaire sera très présente. Comment comptez-vous vous positionner ?

Ce serait une erreur car le vrai problème est socio-économique. Est-ce que les gens ont un travail, un revenu suffisant et une sécurité sociale garantie ? Je ne dis pas qu'on ne doit pas l'évoquer mais...

Certains vont s'en servir ?

Oui, mais ce n'est pas ça qui crée la qualité de vie des citoyens. Rappelez-vous l'histoire du burkini. En quoi cela influence-t-il la vie de quelqu'un qui vit à Seraing, à Cuesmes...

Un autre enjeu sera la fiscalité. Vous avez une ambition fiscale ?

On fera le compte de toutes les taxes qu'ils ont prélevées. Personnellement, je suis pour la progressivité de l'impôt et que les plus riches paient plus. Nous travaillons entre autres sur la globalisation des revenus.

Vous ne craignez pas que de nouvelles affaires apparaissent durant cette période électorale ?

Je n'ai jamais vécu avec la peur mais j'espère que ça ne se produira pas. Mais si quelqu'un met un pied de côté, la sanction tombera immédiatement.

A Liège, même si certains ont quitté le PS, les choses ne bougent pas beaucoup. Pourtant le PS est en mesure de prendre des décisions.

On me dit à Liège qu'ils ont l'intention d'aller jusqu'au bout du processus. Jusqu'à ce que M. Moreau quitte Nethys. La volonté de la fédération socialiste de Liège, c'est d'aller au bout.